

# Politique d'investissement

# Secteurs du pétrole et du gaz



@ISRbyOFI

Le monde de **demain**  
ne se fera pas **sans vous**



## **OFI AM renforce sa politique d'exclusion et d'engagement dans le secteur du pétrole et gaz, notamment sur les activités d'exploration et d'exploitation de nouveaux projets pétro-gaziers.**

### **Éléments de cadrage**

Cette politique sectorielle s'inscrit dans le cadre de la démarche d'investissement responsable de la société de gestion OFI AM. Par rapport à notre précédente politique publiée en 2020, cette nouvelle politique Pétrole & Gaz prévoit une anticipation et un renforcement des seuils d'exclusion, ainsi que l'arrêt du financement d'une majorité d'émetteurs qui développent de nouveaux projets pétro-gaziers. Cette politique s'applique aux portefeuilles ouverts gérés par la société OFI Asset Management<sup>1</sup>. Ses dispositions entreront en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2022. Cette politique sera revue annuellement.

### **Contexte**

Les publications scientifiques sont sans ambivalence sur la nécessité de mettre en place une transition rapide de l'industrie pétrolière et gazière. Le VI<sup>e</sup> rapport du GIEC fait état d'un réchauffement actuel de 1,1°C en moyenne, par rapport à l'ère pré-industrielle, et indique que la limitation de la hausse des températures à 1,5°C à horizon 2100 sera impossible sans une réduction des émissions de GES de près de 50% d'ici 2030 et de 80% d'ici 2040 par rapport à 2019. Le budget carbone restant pour pouvoir limiter le réchauffement à 1,5°C, estimé à 500 Gigatonnes de CO<sub>2</sub>, pourrait être dépassé en 2032 si les émissions de GES se poursuivent à leur rythme actuel, générant des conséquences irréversibles.

Dans son rapport de mai 2021, intitulé « Net Zero by 2050 : A Roadmap for the Global Energy Sector », l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) rappelle que le secteur pétro-gazier est la source d'environ 60%<sup>2</sup> des émissions mondiales de GES. Selon l'AIE, l'atteinte de l'objectif de neutralité carbone implique de limiter les investissements au maintien de la production des exploitations de pétrole et de gaz déjà existantes.

La communauté scientifique met par ailleurs l'accent sur l'importance de réduire en priorité la production d'hydrocarbures non conventionnels dont la croissance rapide compromet l'atteinte de l'objectif de neutralité carbone. Outre le volume des émissions de GES produites, l'extraction d'hydrocarbures non conventionnels génère d'importantes dégradations environnementales.

### **Définitions**

Dans le cadre de sa politique d'exclusion, OFI AM adopte les définitions suivantes :

- Le terme « d'hydrocarbure non conventionnel » désigne les énergies fossiles non conventionnelles mentionnées dans la Global Oil and Gas Exit List (GOGEL) de l'ONG Urgewald. Il s'agit des pétroles et gaz issus de la fracturation hydraulique, sables bitumineux, pétroles extra lourds, méthane de couche, hydrocarbures issus de forages ultra profonds (>1 500 m) et hydrocarbures issus de forages situés dans la zone Arctique. En ce qui concerne les énergies fossiles non conventionnelles, OFI AM affiche une ambition plus forte que dans sa politique précédente en intégrant de nouvelles sources d'énergie non conventionnelles et en renforçant ses seuils d'exclusion (pourcentage de production, pourcentage de chiffre d'affaires).

---

<sup>1</sup> Les fonds ouverts représentent 22% des encours sous gestion d'OFI AM, mais 100% des encours sur lesquels nous exerçons notre gestion directe. Pour les autres fonds, dédiés ou mandats, cette gestion dépend des politiques des clients. Parmi eux, les fonds MACIF représentent environ 45% des encours gérés par OFI AM.

<sup>2</sup> Source [Data & Statistics - IEA](#)

- L'expression « nouveaux projets » pétro-gaziers signifie à la fois les projets d'exploration de nouveaux champs pétroliers ou gaziers et les projets d'extension de champs existants.

## POLITIQUE D'EXCLUSION D'OFI AM

Conscient de ses responsabilités en tant qu'investisseur, OFI AM souhaite mettre en adéquation ses lignes directrices d'investissement dans les secteurs pétro-gaziers avec les trajectoires de neutralité carbone préconisées par la communauté scientifique. L'atteinte de cet objectif implique dès maintenant :

- De dialoguer avec les émetteurs en portefeuille, en vue d'évaluer, d'accélérer et de soutenir leur démarche de transition. En effet, nous sommes convaincus de l'importance de notre démarche d'engagement, en tant qu'investisseur et actionnaire. Pour cela, nos détentions en actions constitueront le meilleur levier pour accompagner les émetteurs dans cette démarche, de même que nos votes et le dépôt de notre participation aux résolutions d'actionnaires.
- D'arrêter de financer via la détention et l'achat de dettes obligataires les entreprises :
  - les plus exposées aux énergies fossiles non-conventionnelles,
  - dont les dépenses d'investissements ne sont pas alignées avec un scénario climatique de référence

**À compter du 1<sup>er</sup> octobre 2022, OFI AM décide donc d'appliquer les règles d'exclusion suivantes :**

Conséquence en fonction de la classe d'actifs	Actions	Obligations	Source des données
N°1	OFI AM exclut tout nouvel investissement sur des émetteurs privés dont plus de 5% du chiffre d'affaires est lié aux hydrocarbures non conventionnels <sup>3</sup> . Cette exclusion s'applique à tout achat de titres, en actions et en obligations, des portefeuilles gérés en propre par OFI AM. Les positions détenues sur ces émetteurs seront liquidées.		MSCI
N°2	Engagement	OFI AM exclut les émetteurs privés dont la production d'hydrocarbures non conventionnels représente plus de 25% (en bep <sup>4</sup> ) de la production totale d'énergies fossiles (pétrole, gaz, condensat, NGL) <sup>5</sup> . Cette exclusion s'applique à toute opération d'achat de titres obligataires d'émetteurs privés des portefeuilles gérés en propre par OFI AM. Les positions détenues en obligations sur ces émetteurs seront liquidées.	GOGEL (Urgewald)
N°3	Engagement	Afin de se conformer aux recommandations de l'AIE, OFI AM s'engage à ne plus financer, au travers de ses fonds obligataires, les entreprises qui développent de nouveaux champs pétroliers et gaziers <sup>6</sup> conventionnels et/ou non conventionnels.	Oil & Gas Assessment Climate Action 100+

<sup>3</sup> Ces filtres d'exclusions seront définis à partir des données fournies par l'agence de notation extra-financière MSCI, dont la définition d'hydrocarbures non conventionnels diffère de celles d'Urgewald. Ce fournisseur intègre dans sa définition le pétrole et gaz de schiste et les sables bitumineux, mais n'intègre pas l'Arctique.

<sup>4</sup> Baril équivalent pétrole

<sup>5</sup> Ces exclusions seront définies à partir des données de la liste GOGEL publiée par l'ONG Urgewald et mises à jour annuellement.

<sup>6</sup> L'exclusion prendra effet à partir de la publication, par un émetteur, d'une décision finale d'investissement (« Final Investment Decision ») concernant un projet de nouveau champ d'exploitation pétro-gazier

		<p>Ces entreprises seront classées en fonction de la part de CAPEX considérée comme en dépassement par rapport au scénario climatique<sup>7</sup>, et une exception sera appliquée pour les entreprises les moins en dépassement, c'est-à-dire celles appartenant au dernier tiers de ce classement.</p> <p>Ces dernières feront l'objet d'un engagement à travers l'initiative collective Climate Action 100+. Ces exclusions, sauf exception liées à une démarche d'engagement telle que décrite ci-dessous, s'appliquent à tous les fonds de dettes ouverts OFI</p>	
--	--	--	--

## POLITIQUE D'ENGAGEMENT

En vue d'inciter les entreprises du secteur à engager une démarche de transition énergétique, la société de gestion entend poursuivre sa politique d'engagement et la renforcer vis-à-vis des entreprises qui développent des nouvelles capacités.

Pour cela, OFI AM mènera, à titre individuel ou en collaboration avec d'autres investisseurs de l'initiative Climate Action 100+, un dialogue afin d'inciter les entreprises concernées par le développement de nouveaux champs pétroliers et gaziers<sup>8</sup> à renoncer au plus vite à ces développements et à investir massivement leur free cash-flow dans le développement des énergies renouvelables.

Une première évaluation des résultats de l'engagement sera effectuée en 2025. À cette date, les entreprises ayant refusé de coopérer avec la société de gestion ou ne montrant aucun signe clair d'évolution vers une démarche de transition seront exclues de l'univers d'investissement, actions et obligations.

À compter de 2027, OFI AM maintiendra ses investissements dans ces entreprises, tant en actions qu'en obligations, si les critères suivants sont remplis :

- Cessation de tout projet d'exploration et d'extraction pétrolière, au-delà de 2027
- Réduction des émissions absolues de GES sur les scopes 1,2 et 3, alignée avec une trajectoire d'atteinte de la neutralité carbone à 2050 scientifiquement reconnue et une cible intermédiaire à 2030
- Part des CAPEX éligible<sup>9</sup> à la taxonomie représentant au moins 30% des CAPEX totaux.

Les émetteurs n'ayant pu donner des garanties suffisantes quant au respect des critères ci-dessus seront exclus de l'univers d'investissement du Groupe.

Comme indiqué dans sa politique de vote et d'engagement actionnarial publiée en mars 2022, OFI AM est favorable à l'introduction d'un vote régulier sur les ambitions climatiques ou sur un reporting climat des émetteurs. La société de gestion porte une attention particulière à ce que les sociétés présentant une résolution « Say On Climate » se fixent des objectifs de réduction des émissions de CO2 en valeur absolue, à court, moyen, et long terme pour atteindre une neutralité carbone d'ici 2050. Ces objectifs

<sup>7</sup> Le scénario utilisé par Climate Action 100+ est le Net Zero de l'AIE. OFI est davantage favorable au scénario 1,5 du GIEC toutefois il est dépendant des données utilisées par cet organisme pour la liste CAPEX.

<sup>8</sup> Projets d'exploration, forage, et extraction

<sup>9</sup> L'exigence de ce critère sera revue annuellement en lien avec la mise à jour de cette politique.

doivent être compatibles avec une limitation d'augmentation de la température mondiale en dessous de 2°C (idéalement un scénario 1,5°C sans dépassement et un faible recours aux émissions négatives). Ils doivent comprendre les émissions des scopes 1, 2 et 3. Il est notamment demandé que les objectifs de réduction carbone des sociétés présentant un vote « Say On Climate » soient certifiés par un tiers indépendant, sur la base d'une méthodologie scientifiquement reconnue.

En cas de défaut de transparence sur les éléments de la politique climatique des émetteurs nécessaires à son évaluation et sans une volonté claire de la part de l'entreprise pour arrêter l'expansion pétro-gazière, OFI AM se garde la possibilité de voter négativement aux résolutions relatives aux comptes, à la rémunération des dirigeants ou à la nomination des administrateurs, notamment du Président du conseil.

Cette politique d'engagement vise les entreprises associées à l'exploration et exploitation de pétrole et gaz qui se financent sur les marchés financiers à travers de l'émission des dettes ou la négociation de titres en actions.

### **Exceptions à la politique d'exclusion**

Afin d'encourager les efforts d'atténuation mis en œuvre par ces émetteurs, OFI AM se réserve le droit d'investir :

- Sur d'éventuels Green Bonds émis par des entreprises exclues de son univers d'investissement, sous réserve que ceux-ci aient fait l'objet d'une Second Party Opinion attestant de leur caractère durable ainsi que d'un avis positif de la société de gestion ;
- Sur d'éventuelles émissions de dettes de filiales de ces émetteurs, pourvu qu'elles soient entièrement dédiées à la production d'énergies renouvelables.

Cette politique s'applique aux OPC ouverts (hors OPC d'OPC) dont la gestion est assurée par OFI AM. Concernant les OPC en marque blanche gérés par OFI AM et commercialisés par nos partenaires assureurs, la gestion sous-mandat ou les OPC dédiés, la politique sera systématiquement présentée et appliquée sauf avis contraire de l'investisseur ou des partenaires concernés.